

moyenne donnée des nouvelles émissions des sociétés pétrolières et gazières s'établissait à 2 milliards de dollars par an? Permettez-moi de citer M. Doak:

En voulant privatiser, le gouvernement rivalisera sur le marché des capitaux, avec toutes les autres sociétés.

Il ajoute:

On ne pourra probablement pas obtenir un bon prix pour les actions.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Madame la Présidente, au mois de janvier seulement, les actions qui ont été émises ont rapporté environ 1 milliard de dollars.

Le ministre d'État chargé de la Privatisation et des affaires réglementaires a déclaré que la vente des actions de Petro-Canada sera échelonnée sur une certaine période, en fonction du marché, selon que le prix offert sur le marché semblera attrayant à la société et au gouvernement.

Je dirai au député que ses chiffres sont erronés. La valeur comptable de la société s'élève, à mon avis, à 4,3 milliards de dollars, et à 4,5 ou 5 milliards de dollars, comme il le prétend. Je veux également lui dire que je suis heureux qu'il siège de l'autre côté de la Chambre et non de ce côté-ci quand il se met à évaluer la valeur des actions de Petro-Canada.

\* \* \*

## L'ÉCONOMIE

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Madame la Présidente, le 23 mai 1985, le ministre des Finances a dévoilé le premier de ses deux plans quinquennaux de réduction du déficit. Il nous avait alors promis un déficit de 18 milliards pour cette année. Or, celui-ci atteint aujourd'hui 30,5 milliards, ce qui représente une erreur de 69 p. 100 dans ses projections.

Le ministre ne peut pas blâmer les gouvernements antérieurs. Après tout, il avait les chiffres en main lorsqu'il a fait cette promesse.

Il ne peut pas non plus blâmer l'économie. Il a lui-même avoué que sa croissance avait été «extraordinaire».

Le ministre peut-il enfin reconnaître que le déficit découle directement de sa propre incurie financière des cinq dernières années?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Madame la Présidente, ce genre de déclaration provocante me

donne le vertige. Je ne sais pas exactement comment y répondre.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Il me semble que le député ne tient pas compte des 10 milliards de redressements comptables, mais nous ne lui en tiendrons pas rigueur parce qu'il ne comprend pas ces chiffres.

Je voudrais lui rappeler ce que j'ai dit dans le budget mardi soir. Quatre-vingt p. 100 de la dette contractée, c'est-à-dire 80 p. 100 des déficits budgétaires que le gouvernement accumule depuis 1984, provient de l'intérêt composé sur le déficit dont nous avons hérité en 1984.

**M. Simmons:** Ce n'est pas vrai.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** En ce qui concerne tous les autres coûts du gouvernement, nous avons transformé un déficit d'exploitation de 16 milliards en un excédent de 9 milliards. Nous avons donc fait d'importants progrès. En accroissant encore davantage cet excédent d'exploitation au point de réduire les frais d'intérêt, nous allons finir par maîtriser le déficit global et ce sera.

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** Le député de Willowdale a la parole.

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Madame la présidente, le ministre a manifestement oublié ces faits. Ils existaient déjà quand il nous a annoncé son premier plan quinquennal.

Examinons le deuxième plan quinquennal du ministre présenté mardi dernier qui vise à réduire le déficit. Il nous a promis qu'en moins de cinq ans notre déficit serait ramené à 10 milliards de dollars. Il n'y a pas réussi les cinq premières années malgré une économie exceptionnelle. Maintenant il nous dit qu'il peut y parvenir, même si ses propres mesures condamnent le pays à la récession.

L'Association des manufacturiers canadiens ne croit pas le ministre, la Chambre de commerce canadienne non plus.

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** Avez-vous une question à poser, s'il vous plaît?

**M. Peterson:** Madame la présidente, ma question est très simple. Étant donné le fait que même les bons amis du ministre au Conseil canadien des chefs d'entreprises n'ont pas confiance en lui, croit-il lui-même à ses propres chiffres, même s'il est le seul?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Madame la présidente, je répondrai simplement par l'affirmative. Je crois très fermement à ces chiffres.